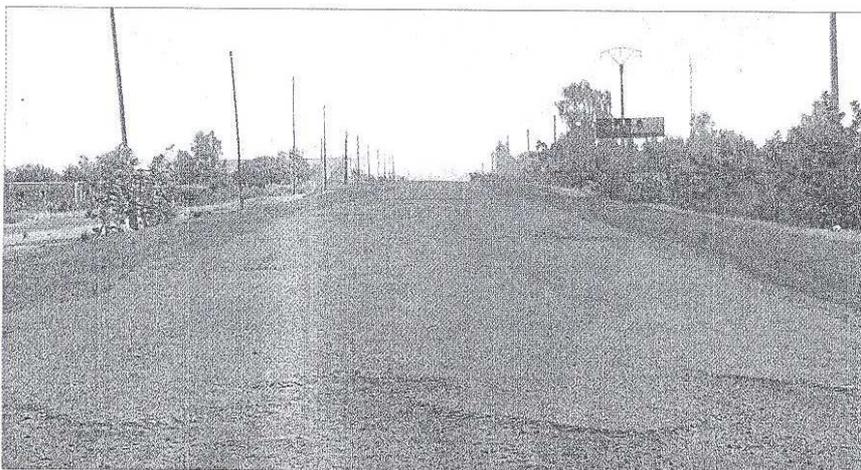


Réseau routier : une nouvelle vision basée sur la maintenance

■ Le nouveau plan couvre la période 2015-2035 et fait de la maintenance des routes nationales, secondaires et provinciales une priorité ■ En attendant, les projets de maintenance et d'entretien entre 2013 et 2014 concernent plus de 4 000 km de routes ■ 2 000 km de routes restent à réaliser dans le cadre du programme de développement des routes rurales.

Dès 2015, le développement du réseau routier (routes nationales, secondaires et provinciales) se fera sur la base d'une nouvelle vision à long terme. Les équipes du ministère de l'équipement et du transport ont en effet conçu un nouveau programme couvrant les deux prochaines décennies et visant la mise à niveau et l'extension de ce réseau. Il faut dire que ces dernières années, le développement de ce type d'infrastructure routière a souvent été éclipsé par l'intérêt porté à l'extension du réseau autoroutier et des voies express. Pourtant, ce segment reste primordial pour l'essor socio-économique des différentes régions du Royaume. La mise en place d'un nouveau programme dans ce sens était donc indispensable pour le remettre au devant de la scène, mais également pour remédier aux dysfonctionnements majeurs relevés au cours des dernières années.

A ce titre, il suffit de noter que, selon les données du ministère de l'équipement et du transport, la qualité du



réseau routier s'est fortement détériorée ces dix dernières années. Une récente analyse de l'évolution de la qualité du réseau entre 2002 et 2012 a en effet ressorti que seuls 53% du réseau routier national est de «bonne qualité». En d'autres termes, quasiment la moitié du réseau actuel, évalué à plus de 57 000 km, est de faible qualité, dont 15 000 km qui ne sont même pas revêtus. C'est ce qui pousse aujourd'hui la tutelle à opé-

rer un revirement stratégique et faire de la maintenance du réseau un axe essentiel de sa nouvelle stratégie routière.

Plusieurs mesures pour améliorer la qualité des nouvelles routes

«La valeur de remplacement du patrimoine routier est estimée à plus de 50 milliards de DH. Aussi, la sauvegarde de ce patrimoine constitue-t-elle la première priorité de la politique routière», note-t-on auprès du ministère.

En plus de la sauvegarde à travers l'entretien, les pouvoirs publics ont également accéléré les chantiers relatifs à la maintenance des infrastructures défaillantes, avec en 2013 plus de 2 200 km concernés par différents travaux pour un budget de plus de 1,3 milliard de DH. En 2014, le ministère de tutelle prévoit de maintenir le même rythme, en prévoyant d'ici la fin de l'exercice le lancement des travaux de renforcement de 1 000 km de route, d'élargissement de 630 km, de la rénovation d'une quarantaine d'ouvrages d'art, en plus du revêtement de 460 km de route. L'accord de prêt signé en mars dernier avec la Banque européenne d'investissement devrait contribuer au financement de l'élargissement et du renforcement

régionales. Des réunions ont été tenues dans ce sens ces derniers mois en vue de l'élaboration de plans d'actions spécifiques pour chaque région, s'étalant sur les cinq années à venir. Cette démarche s'impose, selon la même source, de par le fait qu'il est impossible de réaliser les travaux sans une priorisation des chantiers les plus urgents en raison du coût budgétaire que cela implique.

Parallèlement, le ministère travaille actuellement sur la mise en œuvre de nouvelles normes de construction des routes permettant de réduire les coûts des projets, mais surtout de s'assurer que les travaux soient réalisés de manière à ce que leur qualité soit préservée sur le long terme. Une nouvelle classification des entreprises de BTP devrait accompagner la mise en place de ces normes et permettre ainsi, lors de la sélection des prestataires, de faire le bon choix.

En attendant, on s'active du côté du ministère pour finaliser le deuxième programme de développement des routes rurales. Celui-ci, dont l'achèvement était initialement prévu en 2012, a pris un certain retard. Sur les 15 500 km de routes prévues, il reste encore près de 2 000 à réaliser en 2014 et 2015. Les travaux lancés depuis le début de l'année, ou ceux qui le seront dans les quelques mois à venir devraient permettre la construction de 1 000 km et l'aménagement de 1 345 km. Pour ce faire, le ministère a budgétisé 2,79 milliards de DH pour l'exercice en cours. Dès que ce sera fait, il devrait procéder au lancement de la troisième génération du programme des routes rurales, lequel est actuellement en phase de préparation (la première phase concernant l'inventaire des pistes rurales étant déjà achevée) ■

Y.T.

Le nouveau plan décliné en quatre axes

D'après le ministère de tutelle, le nouveau plan de développement des routes devrait s'articuler autour de quatre axes. Le premier renforce le poids de la maintenance dans les actions à mener par les pouvoirs publics dans l'espoir d'améliorer la gestion du patrimoine routier actuel. Le deuxième axe s'articule autour de la modernisation des routes et un meilleur aménagement du réseau. Ensuite, il s'agira de mettre l'accent sur le nouveau programme de développement des routes rurales, avec l'objectif de renforcer la proximité des populations avec les routes et leur permettre ainsi un meilleur accès au reste du réseau routier et autoroutier. Enfin, le développement des autoroutes et des voies express devrait maintenir son rythme actuel pour permettre au Maroc de disposer d'un réseau de qualité optimale en réponse aux besoins des acteurs économiques et des populations des différentes régions ■

L'ACCORD DE PRÊT SIGNÉ
EN MARS DERNIER AVEC
LA BANQUE EUROPÉENNE
D'INVESTISSEMENT
DEVRAIT CONTRIBUER
AU FINANCEMENT DE
L'ÉLARGISSEMENT ET DU
RENFORCEMENT D'ENVIRON
1 650 KM DE ROUTES SUR
LES 2 000 KM PROGRAMMÉS
ET LA RECONSTRUCTION
DE 30 OUVRAGES D'ART
PRIORITAIRES

d'environ 1 650 km de routes sur les 2 000 km programmés et la reconstruction de 30 ouvrages d'art prioritaires.

Pour ce qui est de l'extension du réseau, en revanche, en attendant la mise en application des actions prévues dans le cadre du nouveau programme 2015-2035, on se contentera des 269 km de travaux lancés en 2013 et qui viendront s'ajouter durant les prochains mois au réseau actuel. Selon Aziz Rabbah, le choix des axes sujets à ces travaux se fait sur la base d'une concertation avec les autorités